

**Arrêté préfectoral complémentaire  
n° BE-2026-03-04 du 11 0 MARS 2026  
portant sur la prolongation d'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire  
située Cavialle – 24590 BORRÈZE  
au bénéfice de la SAS OCCITANIE PIERRES**

**La préfète de la Dordogne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

- Vu** le titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement et sa partie réglementaire ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 960774 du 28 mai 1996 autorisant la SAS OCCITANIE PIERRES à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire située Cavialle – 24590 BORRÈZE ;
- Vu** la demande du 10 octobre 2025 par laquelle la SAS OCCITANIE PIERRES, dont le siège social est situé D820 – Saint-Henri – 46000 CAHORS, sollicite une prolongation de 18 mois de l'arrêté préfectoral du 28 mai 1996 ;
- Vu** le rapport du 10 février 2026 de l'inspection des installations classées ;
- Considérant** que l'exploitation de la carrière a été menée en deçà des tonnages moyens annuels prévus ;
- Considérant** qu'au terme de l'échéance de l'autorisation en cours, la globalité du gisement ne pourra être extraite ;
- Considérant** qu'une prolongation de l'autorisation permettra d'extraire le gisement restant ;
- Considérant** que la prolongation de la durée de l'exploitation de la carrière, sans modification du périmètre, ni des conditions d'exploitation de la carrière, ne constitue pas une modification substantielle, dans la mesure où les impacts du fonctionnement du site pendant cette prolongation ne seront pas notablement modifiés et sont compensés par un moindre impact du fait d'un rythme d'exploitation plus faible ;
- Considérant** que l'exploitant justifie de ses capacités techniques et financières pour mener à bien l'exploitation ;
- Considérant** que les garanties financières doivent être constituées en vue de permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1er - OBJET**

La SAS OCCITANIE PIERRES, dont le siège social est situé D820 – Saint-Henri – 46000 CAHORS, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaire située Cavialle – 24590 BORRÈZE. Cette autorisation est prolongée pour une durée de 18 mois au-delà de l'échéance fixée par l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 28 mai 1996, soit jusqu'au 27 juillet 2027, dans le respect des conditions initialement prescrites.

### **Article 2 – GARANTIES FINANCIÈRES**

L'exploitant transmet dans le mois qui suit la notification du présent arrêté la justification de constitution des garanties financières définies à l'article 16 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 mai 1996 sur la période d'exploitation prolongée.

### **Article 3 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux sis 9 rue Tastet – 33000 BORDEAUX, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

### **Article 4 – MESURES DE PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de BORRÈZE et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Dordogne, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## **Article 5 – NOTIFICATION ET EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le sous-préfet de l'arrondissement de Sarlat-la-Canéda, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine (DREAL N-A), l'inspection des installations classées de l'unité bi-départementale Dordogne – Lot-et-Garonne de la DREAL N-A et le maire de la commune de BORRÈZE, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à la SAS OCCITANIE PIERRES.

Périgueux, le **11 0 MARS 2026**

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général

**Bertrand DUCROS**